

Préparation de la réunion du 26 juin 2022

Biosphère et nucléaire

Le 26 juin 2022, Aplutsoc tiendra une réunion publique à Paris sur les thèmes « Les États ouvriers au 20^e siècle » et « Biosphère et nucléaire ». Afin de préparer cette réunion en amont et de réduire les temps d'introduction à des deux thèmes pour libérer du temps pour les discussions, nous publions dès maintenant des textes d'introduction à ces deux thèmes. La réunion devant se tenir après les deux tours des élections législatives, elles ne pourront être le lieu de discussion de stratégies pour ces élections, mais pourront en tirer le bilan. Dans ces textes introductifs toutefois, ces questions de stratégie sont évoquées. Le premier texte, ci-dessous, traite du thème « Biosphère et nucléaire ».

1. Biosphère

1.1. Depuis quelques milliers, et particulièrement quelques centaines et surtout de dizaines d'années (après la deuxième guerre mondiale), la planète terre est entrée dans une nouvelle ère géologique, que beaucoup de scientifiques appellent l'« anthropocène ». Cette période est caractérisée par des agressions tous azimuts contre les grands équilibres et la dynamique de la biosphère, la partie de la planète terre qui abrite la vie.

1.2. Ces agressions, qui vont en s'accéléralant et s'aggravant, concernent une multitude de domaines, qui touchent à l'ensemble du fonctionnement des écosystèmes, au climat, à la biodiversité, aux ressources hydriques, alimentaires et énergétiques, aux relations entre les humains et entre ceux-ci et les autres êtres vivants du globe (voir le billet [Collapsologie, optimisme et complotisme](#) et les références qu'il donne). La liste exhaustive en serait quasiment impossible à établir : hausse vertigineuse des émissions de gaz à effet de serre, entraînant réchauffement global de l'atmosphère, fonte des glaces, élévation du niveau des mers, érosion des côtes, acidification des océans, incendies monstres, inondations, glissements de terrain ; agressions multiformes contre la biodiversité, impliquant pollutions de toutes sortes, déforestation, industrialisation des cultures, de l'élevage et de la pêche, entraînant des extinctions massives d'espèces aux rôles cruciaux dans le fonctionnement de la biosphère (comme les pollinisateurs ou certains prédateurs), transports et mélanges de faune et de flore sur toute la planète responsables de catastrophes dues aux espèces invasives, modification des relations entre les populations humaines et animales multipliant et diversifiant les pandémies humaines ; toutes ces causes, combinées avec des augmentations inédites des populations humaines (qui pourraient atteindre 11 milliards d'individus en 2100 si la démographie mondiale ne s'effondre pas avant), imposant une concentration mortifère des populations dans des agglomérations urbaines géantes, des réductions des ressources alimentaires et en eau, des augmentations de besoins en énergie, des conflits locaux, régionaux et internationaux, des migrations humaines massives (vouées à augmenter considérablement dans les prochaines décennies), etc.

1.3. Des listes comme celle qui précède attirent certes l'attention sur la multiplicité des problèmes actuels et à venir mais ne permettent pas par elles-mêmes de faire des prévisions fiables car elles envisagent tous ces facteurs séparément, ou éventuellement de manière additive, alors qu'ils ont entre eux des interactions permanentes et complexes, défiant toute

modélisation précise fiable : ils se nourrissent et s'amplifient les uns des autres, créant de manière permanente de nouveaux problèmes, de nouvelles agressions, donnant naissance à une spirale synergique destructive qui est en cours d'accélération, et qui est amplifiée et complexifiée par l'ampleur mondiale des crises sanitaires, alimentaires, économiques, sociales, politiques et militaires de nos sociétés malades, qui ont atteint aujourd'hui une ampleur planétaire inégalée – sans que la perspective d'un renversement mondial à court ou moyen terme du système capitaliste qui en est largement responsable soit actuellement à l'ordre du jour. Dans ces conditions, il est plus que vraisemblable aujourd'hui que la crise environnementale, climatique et civilisationnelle en cours, une fois entrée dans une phase d'accélération et d'approfondissement, ne pourra plus être stoppée.

1.4. Il y a un demi-siècle, de nombreuses informations scientifiques étaient déjà disponibles sur ces phénomènes et leur prise en compte rapide et radicale aurait peut-être permis de bloquer cette spirale et d'éviter le basculement désormais inévitable, quoi que l'on fasse, qui est désormais à l'ordre du jour à moyen ou même à court terme. Ces informations scientifiques sont restées confidentielles et n'ont pas été relayées jusqu'aux populations (comme c'est enfin le cas, au moins superficiellement, aujourd'hui), du fait de la pusillanimité et en réalité de l'indifférence des scientifiques eux-mêmes, du silence des intellectuels et des médias englués dans l'« impératif d'optimisme », et de l'inaction conjointe de tous les dirigeants politiques du monde, capitalistes comme staliniens. Aujourd'hui, chaque année qui passe nous rapproche de l'emballement de ces phénomènes, qui bien qu'annoncé maintenant depuis des décennies par les scientifiques et amplifié par les « collapsologues », surprendra tout le monde par la forme qu'il prendra et par sa rapidité et son ampleur, dont la déferlante de la pandémie de covid sur la planète ne nous donne qu'une très faible idée (qui, il y a 10 ans, aurait pu imaginer que des images de grandes avenues désertes dans des villes comme Shanghai s'évaderaient des films de science-fiction pour devenir des images d'actualités ?). Il est désormais fort vraisemblable que cet effondrement généralisé des conditions de vie et d'habitabilité de la planète par les humains, lorsqu'il se sera produit, sera d'une telle ampleur qu'il s'avèrera largement irréversible à court terme.

1.5. Mis à part quelques irréductibles, le temps des « climato-sceptiques », « covid-sceptiques » et autres manipulateurs d'opinion est désormais révolu. Il est maintenant bien établi scientifiquement et admis mondialement que la catastrophe anthropocène en cours a été, est et sera causée par l'activité humaine, et avant tout par l'abandon progressif de techniques élaborées progressivement pendant des millénaires et qui, tout en exploitant les ressources biologiques et géologiques de la planète, laissaient à nombre de ces ressources (sauf les combustibles fossiles et les minerais) la possibilité de se reconstituer chaque année – et leur remplacement par des techniques bien plus agressives, s'appuyant notamment sur des dérivés du pétrole puis des molécules de synthèse, non susceptibles d'être réintégrées sans dégâts dans les cycles naturels, mais générant bien plus de plus-value et bien plus vite.

1.6. Ce que dit le terme « anthropocène » (du grec *anthropos*, homme), c'est que c'est l'homme (sous-entendu l'espèce humaine), qui est responsable de cette situation, ce qui certes est vrai, mais cela ne signifie pas que ce sont tous les hommes et même toutes les sociétés qui le sont. L'espèce *Homo sapiens* est apparue il y a environ 300.000 ans et, si elle a dès le début, par l'importance de ses interventions sur le milieu, entraîné des modifications majeures des écosystèmes, des extinctions d'espèces et même des changements climatiques, l'ampleur de ces effets restait mesurée par rapport à ce que nous observons depuis 80 ans environ. Les dévastations qui ont alors commencé sont en rapport avec un certain type d'organisation sociale, économique et politique, le capitalisme, qui ayant cessé d'être un facteur de progrès des

conditions de vie des humains (et pas seulement de « développement des forces productives » qui sont en fait souvent aussi des « forces destructives »), est entré au 20^e siècle dans sa période de « réaction sur toute la ligne » qui continue de s'approfondir, dans la mesure où le mouvement ouvrier s'est avéré incapable de le renverser. Ce n'est donc pas « l'homme » en tant que tel qui est responsable de l'effondrement à venir, c'est son organisation sociale actuelle, ce pourquoi certains chercheurs préfèrent le terme de « capitalocène » à celui d'« anthropocène ».

1.7. Ces éléments nous permettent de comprendre que la crise anthropocène est directement liée à un certain mode de fonctionnement social, et qu'elle ne saurait être résolue dans le cadre de celui-ci, ce que Daniel Tanuro a bien exprimé par la formule « l'impossible capitalisme vert ». Or c'est ce qu'ignorent de nombreux « écologistes » qui ne mettent pas la sortie du capitalisme en première ligne lorsqu'ils parlent de « sauver la planète » (c'est-à-dire en fait la biosphère, le climat et en définitive l'humanité, car « la planète » en tant que telle n'est en rien menacée !). C'est là notamment toute l'ambiguïté des formules comme « transition écologique » ou « planification écologique », employées par diverses organisations « de gauche » ou « écolo », ou par des associations comme négaWatt, mais également par Macron et d'autres pans de la bourgeoisie. Il s'agit d'un ensemble « hors sol » de mesures proposées dans le but de « réduire » l'impact destructeur de notre société sur la biosphère et le climat – mais sans remettre explicitement en cause un mode de fonctionnement et de « confort » (du moins pour les classes dominantes et dirigeantes des pays occidentaux, et ni pour leurs classes dominées ni pour les populations du reste du monde) quasi-identique à celui en vigueur actuellement. Un mot d'ordre comme « changer le système, pas le climat » est insuffisant tant qu'on ne précise pas de quel « système » il s'agit et ce que signifie « le changer » : l'amender et l'améliorer, ou le mettre à bas et le remplacer par un système fondamentalement différent ?

1.8. En respectant le cadre du capitalisme, dont le moteur unique n'est pas le bien-être humain mais le combat effréné permanent pour la plus-value, toutes les mesures qui pourront être prises seront des demi-mesures aux effets plus symboliques que réel, sinon des cautères sur une jambe de bois. Si vraiment le but était d'arrêter la course actuelle à l'abîme, les mesures à prendre seraient bien plus drastiques, à commencer par la suppression quasi-totale des véhicules individuels (électriques comme à combustion), du trafic aérien et maritime, de la majeure partie des déplacements, des industries et activités reposant sur les énergies fossiles, de toutes les exploitations agricoles industrielles, de tous les événements sportifs et autres internationaux, du tourisme de masse, par l'interdiction de toute forme de publicité, et en révolutionnant complètement tout le fonctionnement économique et social, incluant la production, la distribution, le commerce, les transports, les voyages, l'urbanisation, l'habitat, etc. Plus brièvement et concrètement, cela ne saurait se faire sans supprimer la Bourse et de la spéculation, saisir tous les avoirs virtuels des spéculateurs, nationaliser toutes les banques, contrôler réellement (pas par de simples recommandations et incitations) la production et le commerce, etc. En d'autres termes, il ne saurait y avoir de combat pour « sauver la planète » sans mettre à bas complètement le capitalisme à l'échelle planétaire, ou du moins dans un premier temps en Amérique-du-Nord, en Europe, en Chine et en Inde. Un tel programme est actuellement tout à fait irréaliste, mais moins que celui de croire qu'il sera possible d'arrêter le processus catastrophique en cours dans une société dirigée par les banquiers et les actionnaires, encadrée par des États au service de ces derniers et s'appuyant sur des complexes militaro-industriels surpuissants, un contrôle policier et informatique étroit des citoyens du monde entier, etc.

1.9. Plusieurs questions cruciales se posent lorsqu'on tente d'appréhender cette question. Beaucoup d'entre elles sont bien abordées dans le petit livre *Mémo sur la nouvelle classe*

écologique de Bruno Latour et Nikolaj Schlutz (2022). La première est que les questions « écologiques » (climat, biodiversité, pollution, ressources, énergie, etc.) ne se posent pas dans un cadre nationaliste, mais mondial. Or si la « mondialisation » a largement unifié l'économie mondiale, l'impérialisme qui en est porteur n'a nullement unifié politiquement la population humaine, ce que la « révolution mondiale » se proposait de faire. Il ne saurait être question de « résoudre » la crise en cours au niveau d'un seul État ou même de quelques-uns, et ce ne sont pas des institutions internationales fantoches comme l'ONU qui seraient en mesure de le faire.

1.10. Ensuite, il est clair que la « révolution mondiale » ou les révolutions nationales qui, combinées, pourraient mener à celle-ci, ne serait possible que par un processus initialement démocratique, impliquant les larges masses de travailleurs et de jeunes. Un tel processus serait-il envisageable et quelles forces sociales seraient-elles susceptibles de le mener à bien ? Autrement dit, la révolution écologique, combien de divisions ? Peut-on attendre de toutes les classes sociales qui « auraient quelque-chose de significatif à perdre » à ce bouleversement social radical qu'elles y contribuent ? Et pour ceux qui y seraient prêts, quel levier politique ? Si actuellement la jeunesse mondiale est indéniablement la partie de la population la plus motivée pour un tel mouvement de fond, ses moyens d'action sont très limités : déclarations, pétitions, manifestations, actions symboliques... N'étant pas insérée dans le processus réel de production et de gestion de la société, elle n'a pas la possibilité de bloquer celui-ci comme pourrait le faire une grève générale illimitée des travailleurs, de tous ceux qui permettent le fonctionnement matériel quotidien de la société, jusqu'à la prise du pouvoir. Quant à la « classe écologique » dont Bruno Latour affirme l'existence « souterraine », elle n'a pas de base matérielle réelle, se confondant avec la totalité des humains, du fait que « nous sommes tous dans le même bateau » – contre toutes les expériences historiques antérieures qui ont montré que l'imminence d'un danger, même mortel, ne supprime pas les antagonismes indépassables entre les intérêts matériels des classes sociales réelles, basées sur le patrimoine, sur l'insertion dans les processus de production et marchands, sur l'accès et la maîtrise du pouvoir politique, économique et culturel. La supercherie (ou la naïveté) de la démarche apparemment radicale d'un Bruno Latour devient aveuglante lorsqu'en conclusion de son *Mémo* il n'envisage que les élections pour prendre le pouvoir, sans même discuter la nature de ces élections.

1.11. La seule classe sociale susceptible de faire sortir l'humanité du capitalisme qui mène celle-ci au désastre est le prolétariat mondial, c'est-à-dire tous ceux qui ne disposent que de leur force de travail pour vivre mais dont toute la société dépend pour son fonctionnement, et que leur mobilisation massive et organisée pourrait bloquer – prélude probable à des guerres « civiles » où ils pourraient être rejoints par ceux qui pour l'instant sont encore « en dehors » de la société comme la grande masse des jeunes. Or actuellement le prolétariat mondial est largement leurré et paralysé par l'idéologie dominante, qui assène en permanence l'idée que rien ne saurait être pire que de sortir du fonctionnement social actuel, par des arguments comme le chantage à l'emploi ou la stigmatisation de l'« écologie punitive » et la prédiction effroyable du « retour à la bougie ».

1.12. C'est ici que la crise de la direction révolutionnaire de l'humanité prend tout son sens et son poids, réalisant plus de 80 ans après la prédiction de Trotsky en 1938 dans le *Programme de transition* : « Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. » Ce qui avait « commencé à pourrir » il y a 80 ans est aujourd'hui

indéniablement dans un état avancé de décomposition. A cet égard, un rôle déterminant a été joué par l'incapacité du mouvement ouvrier mondial à détruire le stalinisme, la principale, et de loin, force contre-révolutionnaire de l'histoire de l'humanité à part le capitalisme lui-même. N'ayant jamais été vaincu, le stalinisme a survécu à l'effondrement de l'URSS, sous des formes modifiées en Russie elle-même mais aussi dans bien d'autres pays, y compris la France, et a continué à veiller à interdire que les conditions de la révolution mondiale puissent se réunir.

1.13. Seul une mobilisation massive du mouvement ouvrier et de ses alliés pourrait renverser le capitalisme. Pour l'instant, échaudés par les trahisons des socio-démocrates et des staliniens, les gros bataillons de la classe ouvrière ne sont manifestement pas prêts à une telle mobilisation, leurs préoccupations principales restant les questions « sociales », mais sans boussole pour les résoudre. Certes, plus d'information sur la situation écologique et climatique mondiale pourrait modifier progressivement cet état de fait, mais ce sont avant tout les conditions matérielles d'existence qui déterminent la conscience et ce n'est que lorsque les masses sont confrontées concrètement, matériellement, à ces problèmes qu'elles peuvent se mobiliser pour tenter de les résoudre, mais il est alors bien souvent trop tard.

1.14. Actuellement, la focalisation de l'« activisme » de gauche et écolo en faveur de la « transition » et de la « planification écologiques », reprises par la NUPES, est largement une duperie. Il n'y aura pas de vraie solution à cette crise mondiale dans le cadre du capitalisme. Toutes les forces de propagande, d'organisation, de mobilisation et de combat qui se concentrent actuellement sur la recherche de « solutions techniques » illusoire aux problèmes posés par l'effondrement en cours, reposent sur l'utopie que celles-ci seront susceptibles de l'empêcher sans toucher au socle du fonctionnement de cette société (la propriété privée et la course permanente à la plus-value) et sont des voies de garages vouées à l'échec et, à terme, à la démobilisation de tous ceux et celles qui s'y seront consacrés.

1.15. La seule perspective qui ait un sens est de se concentrer sur la nécessité de la prise du pouvoir. Certes, pour préparer celle-ci, pour construire les organisations susceptibles de la rendre possible, il sera indispensable de s'appuyer sur des mots d'ordre de transition, sur des combats locaux et partiels contre telle ou telle décision, telle ou telle destruction. Mais concevoir ces combats de manière « réformiste », en imaginant que ces « petits pas » seront, dans ce domaine comme dans d'autres, susceptibles de changer réellement la donne, serait une recette parfaite pour l'échec. Pour faire réellement face à l'effondrement à venir, l'humanité ne pourra faire l'économie de la révolution socialiste. Le fer de lance de cette révolution ne pourra être que le prolétariat mondial, s'appuyant sur la jeunesse et sur les « transfuges de classe » faisant passer l'intérêt collectif avant leurs intérêts personnels immédiats. Il est plus que jamais urgent de mobiliser toutes les énergies, non pas sur des rafistolages du capitalisme, mais sur la perspective de la prise du pouvoir et sur la destruction des ressorts de la société capitaliste. Ce n'est qu'après celle-ci que de véritables « solutions techniques » aux problèmes considérables posés par le retard de plus d'un siècle de la révolution socialiste mondiale pourront réellement être mises en œuvre.

1.16. Ces solutions impliqueront des changements radicaux dans les modes de vie, de travail, de production, de culture, de relations entre les humains et les autres êtres vivants avec qui nous partageons l'unique planète habitable à laquelle nous aurons jamais accès. Ces changements exigeront le retour à une certaine sobriété, l'abandon d'un certain nombre de technologies et des « confort » qu'elles procurent, et pas seulement (quoique surtout) à une minorité de privilégiés. Il est illusoire de faire croire que le remplacement des voitures individuelles à essence par des voitures individuelles électriques, que l'interdiction du chauffage des terrasses

de cafés ou de l'éclairage des villes la nuit, et des multitudes d'autres mesurette de même acabit, changeront significativement la situation. Mais sobriété ne signifie pas « décroissance » ou « écologie punitive ». De quelle « croissance » parle-t-on quand on pense aux milliards d'êtres humains sur tous les continents, misérables, surexploités, malades, sous-nourris, sans accès à l'eau potable, violés, assassinés, détruits par les guerres ou obligés de quitter leurs pays pour survivre ? Et ce qui est « punitif » ce ne sont pas les pauvres « solutions » inventées pour tenter d'éviter l'inévitable, mais bien cette société mondiale qui depuis un siècle, dans l'indifférence absolue de tous ses dirigeants, a préparé ce désastre.

1.17. Une question cruciale se poserait inévitablement en cas de victoire de la « révolution écologique », qui du reste serait également une révolution politique et sociale. Cette question s'est posée à toutes les révolutions jusqu'ici : c'est celle de la coercition que le « nouveau pouvoir » devra nécessairement exercer à l'endroit non seulement des anciennes classes dirigeantes mais également des hésitants ou des repentis de la révolution. Le mot d'ordre de « démocratie » est largement une coquille vide face à ce problème. Comme l'a montré par exemple Cronstadt, il peut y avoir une vraie césure entre ce que souhaitent, demandent ou décident les masses en termes de but (dans ce cas, pour faire court, l'« éco-socialisme ») et les difficultés ou « sacrifices » que ce but ultime exigera, y compris de la part de ceux qui auront souhaité le nouveau pouvoir. Le mouvement ouvrier, soumis depuis près d'un siècle à la perversion du marxisme imposée mondialement par le stalinisme, n'a pas mené jusqu'ici à son terme la réflexion sur ces questions. Il ne suffit pas d'invoquer des formules comme « démocratie ouvrière » ou « dictature du prolétariat ». Il reste à inventer une solution concrète à cette question : respecter la volonté des masses mais résister aux tentations et tentatives de retour en arrière dues aux difficultés de la période de transition. Il reste à trouver un compromis entre la nécessité de la démocratie la plus scrupuleuse lorsqu'il s'agit de décider des buts et des moyens généraux d'y parvenir, et la fermeté la plus grande lors de leur mise en œuvre contre les résistances qui ne manqueront pas de s'élever, non seulement de la part des anciens exploités et maîtres, mais également dans les rangs de ceux qui les auront renversés. Étant donnée l'énormité des intérêts qui seraient ou seront en jeu lors d'une sortie réelle du capitalisme et du passage à une société respectant les équilibres naturels dont nous dépendons, il est hors de doute qu'une forme de « dictature écologique » rigoureuse sinon impitoyable devrait ou devra être mise en place. Les modalités d'une telle dictature restent toutefois actuellement très floues et mériteraient une élaboration.

1.18. Mais seule la vérité est révolutionnaire, et elle exige de reconnaître que, dans l'état actuel de décomposition de la situation écologique mondiale, la « révolution éco-socialiste » envisagée ci-dessus a fort peu de chances de voir le jour. Comme annoncé dès 1972 dans le rapport Meadows et répété régulièrement ces dernières années par le GIEC, il reste trop peu de temps pour cela. Le retard pris dans la construction, la croissance, la consolidation et la coordination internationale des organisations révolutionnaires de masse nécessaires, s'appuyant sur la puissante mais actuellement désarmée, classe ouvrière mondiale, est désormais irrattrapable à temps, et continuer à dire aujourd'hui imperturbablement que la révolution finira par vaincre avant l'effondrement est en train de devenir non plus de l'aveuglement angélique, mais un mensonge de plus en plus patent. Ni rire, ni pleurer, il faut comprendre, comme l'ont dit en termes différents Spinoza, Trotsky, Jean Rostand et bien d'autres. Tout indique que l'effondrement aura « très probablement » lieu, les seules incertitudes subsistant à cet égard concernant les délais, la forme exacte qu'il prendra et son ampleur, planétaire ou plus limitée (notamment à l'hémisphère nord ou une partie de celui-ci). Dans cette perspective, il serait judicieux désormais de commencer à réfléchir et se préparer, non pas à une « solution miracle » de moins en moins envisageable, mais à l'étape suivante, « après l'effondrement », pour tenter

d'éviter des massacres encore plus effroyables que ceux que causera l'effondrement lui-même. Ne doutons pas un seul instant que les détenteurs actuels de pouvoirs sur la planète (autocrates, oligarchies dites fallacieusement « démocratiques », armées et polices, scientifiques, techniciens et industriels à leurs ordres) s'y préparent pas et ont des plans pour tenter de conserver ces pouvoirs par la force militaire et policière. Leurs capacités destructrices dans de telles conditions pourrait être sans limite et, devant une résistance inévitable mais impréparée et inorganisée, pourrait achever la destruction de toute civilisation humaine.

1.19. La NUPES a pleinement adopté la perspective de la « planification écologique » dans le cadre du capitalisme, qu'elle n'a pas pour objectif de quitter, qui reste dans la logique de ce que font tous les gouvernements depuis le début du siècle : des modifications aux marges du fonctionnement de nos sociétés face à l'effondrement à venir, et qui n'empêchera nullement celui-ci. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas voter massivement NUPES aux législatives. Même si cette dernière, quelle que soit son score en voix, n'a quasiment aucune chance d'accéder à la majorité parlementaire et donc à imposer une cohabitation, une forte minorité NUPES à l'Assemblée Nationale ne manquerait pas d'accentuer la crise en cours de la V^o République. Si elles s'organisent pour cela, les masses pourront s'appuyer sur cette forte minorité pour faire avancer la revendication d'une Constituante composée d'élus mandatés à tous les niveaux et révocables, revendication qui, même si elle elle-même fort a peu de chances de se réaliser sus cette forme, pourra contribuer à rassembler les forces des travailleurs pour mettre à bas la V^o République, et au-delà attaquer le capitalisme mondial dont elle est l'incarnation actuelle en France.

1.20. Le mot d'ordre de « vote quasi-inconditionnel » pour les candidats NUPES est donc pertinent à ce stade. Le qualificatif de « quasi » dans cette formulation est explicité ci-dessous : il concerne la position prise par ces candidats sur la question du nucléaire civil.

2. Nucléaire

2.1. Il serait redondant de revenir ici en détail sur les dangers pour l'humanité de l'utilisation de l'énergie nucléaire dans les domaines militaire comme civil, qui ont déjà été soulignés à plusieurs reprises sur le site Aplusoc et bien d'autres (Mediapart, Reporterre, Lherbu, etc.). On trouvera des présentations récentes de cette question dans les documents suivants et dans les références bibliographiques et les liens qu'ils fournissent : [Dissuasion nucléaire: clap de fin](#), [Le nucléaire est dangereux](#), [Le nucléaire n'est pas bon pour le climat](#). Comme le soulignent depuis des années des auteurs comme Noam Chomsky ou Jared Diamond, mais plus particulièrement depuis le début de la guerre d'Ukraine, le nucléaire sous ses deux formes représente aujourd'hui la menace la plus grave et la plus immédiate pour la survie même de l'humanité, encore plus urgente et radicale que celles du dérèglement climatique ou de la crise de la biodiversité, car cette menace implique la possibilité d'une destruction instantanée de toute vie sur terre, sans survivants ni « après l'effondrement ».

2.2. Les dangers liés au nucléaire sont multiformes. Ceux du nucléaire militaire comportent non seulement les destructions matérielles effroyables causés par l'emploi de ces armes, les mortalités massives immédiates qu'il provoque, les irradiations des populations entraînant mort immédiate, cancers et leucémies, pathologies diverses, stérilité, mutations délétères, transmissibles à la descendance, des irradiés, quand elle existe, mais encore l'« hiver nucléaire » résultant de la mise en suspension dans l'atmosphère de milliards de poussières

radioactives qui, obscurcissant pendant des années le ciel de l'ensemble de la planète, risquent d'empêcher la photosynthèse et de causer la disparition de quasiment toute vie sur terre comme l'ont fait dans le passé des éruptions volcaniques gigantesques ou l'écrasement d'une météorite géante au Mexique. Ceux du nucléaire civil comporte non seulement le risque d'accidents majeurs comme ceux de Tchernobyl et Fukushima, entraînant l'émission à long terme de radiations, mais également celui d'attaques terroristes ou nucléaires aux mêmes effets, sans parler des fuites radioactives permanentes de ces centrales affectant les populations voisines et du problème insoluble du stockage à très long terme des déchets. Les deux nucléaires, militaire et civil, ne sont pas indépendants, puisqu'ils emploient les mêmes minerais (l'uranium) et les mêmes techniques, et que, en France notamment, le nucléaire civil a depuis les débuts servi à produire du plutonium, employé dans les bombes atomiques. Ils sont tous les deux directement contrôlés par le cœur de l'appareil d'État, sous quelque forme gouvernementale que ce soit, et impliquent que toutes les dispositions sont prises pour qu'en cas d'agression nucléaire comme d'accident majeur dans une centrale un contrôle militaire impitoyable de la population sera immédiatement mis en place, tandis que l'appareil d'État sera mis à l'abri des radiations et d'éventuels mouvements insurrectionnels.

2.3. Le nucléaire sous ses deux formes appartient au domaine militaire et a ainsi bénéficié d'une culture du secret et d'un lobbying étatique exceptionnels, notamment en France, pays le plus nucléarisé de la planète. La propagande d'État sans égal dont il a fait l'objet depuis sa mise en place par de Gaulle n'a jamais faibli et a fait l'objet d'une complaisance criminelle permanente de la part du mouvement ouvrier, y compris « révolutionnaire », qui prend sa racine dans l'inféodation de ce mouvement au pouvoir, que ce soient dans les pays « occidentaux » que dans le « bloc de l'Est » stalinien, pendant toute la guerre froide, qui s'est poursuivie sans faiblesse jusqu'à aujourd'hui. Pendant plus d'un demi-siècle, la seule résistance organisée au nucléaire d'importance, du moins en France, est venu du milieu associatif, et a été livré à lui-même par toute la sphère politique, particulièrement depuis la trahison du PCF puis du PS à la fin des années 70.

2.4. Un changement notable est survenu récemment, impulsé initialement par les prises de position anti-nucléaire civil d'une partie du mouvement « écologiste », repris à son compte par Mélenchon et ses mouvances successives – quoique celui-ci, sans crainte des contradictions, se soit toujours déclaré favorable à la « force de frappe » nucléaire de la France. Ces dernières années, enfin pourrait-on dire, la conscience des dangers du nucléaire civil et de l'aberration économique qu'il représente s'est faite plus visible dans le débat politique et l'idée de « sortir du nucléaire » a commencé à faire son chemin en dehors des cercles étroits des militants associatifs.

2.5. Cette nouvelle dynamique a été brisée par l'initiative de Macron de « relancer » le nucléaire (qui en fait jusqu'alors n'avait jamais été abandonné par l'État), qui constitue en fait une véritable insulte à la population française, un « casus belli » ([Non à la relance du nucléaire](#)). Il est frappant à cet égard que l'argument fallacieux ([Nucléaire « décarboné »: déni et manipulation](#) et liens associé) selon lequel le nucléaire serait une énergie « décarbonée », a été avalé sans broncher par la très grande majorité des médias, des « intellectuels » et des organisations politiques.

2.6. Lors du premier tour de la présidentielle qui vient d'avoir lieu, quels que soient les aspects critiquables et négatifs de leur positions et déclarations, il était à porter à leur crédit que les candidats Mélenchon et Jadot se soient exprimés clairement en faveur de la sortie du nucléaire civil, même si c'était encore d'une voix assez fluette et avec un calendrier prévisionnel trop

lent. Face à eux, au sein de la « gauche » la position pro-nucléaire de Roussel n'avait guère de poids.

2.7. Il en va tout autrement avec l'instauration du cartel d'appareils de la NUPES. Telle la cuillerée de goudron dans le baril de miel, le ralliement du PCF à cette nébuleuse a fait passer la revendication de la sortie du nucléaire à la trappe. Cette alliance temporaire et fragile d'appareils, qui ne survivra pas aux législatives, a réussi l'exploit de « mettre d'accord » les organisations concernées sur 650 propositions, dont pas une ne concerne le nucléaire, cette question étant reportée à des discussions ultérieures et éventuellement à un référendum style V^o République, c'est-à-dire une négation de la démocratie. Il s'agit là d'une véritable trahison, une de plus, cette fois-ci de la part de l'« Union Populaire » et des « écologistes ». Elle vient contrecarrer frontalement l'évolution des idées et des positions qui avait laborieusement eu lieu au sein de la « gauche » ces dernières décennies et années. Elle n'est pas acceptable par les militants et associations se considérant ou se déclarant comme « révolutionnaires ». Cet élément doit les amener à modérer considérablement la conclusion de la première partie de ce texte. Il ne saurait être question pour nous de voter aux législatives pour des candidats NUPES se déclarant pro-nucléaires, du moins concernant le nucléaire civil – car à ce stade la prégnance de l'idéologie funeste de la Bombe garantissant l'indépendance politique de la France, une macabre plaisanterie, reste trop importante.

2.8. En conclusion, les militants « lutte de classe » et ceux qui partagent leurs idées et analyses, et en dépit de la position générale prônée ci-dessus (1.20), ne peuvent apporter leur voix aux candidats NUPES se déclarant explicitement pour le maintien ou la relance du nucléaire, et donc implicitement à tous les candidats se réclamant du PCF, sauf en cas de déclaration explicite de ces derniers contre la ligne de leur parti dans ce domaine. Leur interpellation publique sur cette question lors de réunions électorales sera susceptible d'éclairer les hésitants ou ceux qui considèrent cette question comme secondaire. Dans tous les cas où les candidats intronisés par la NUPES s'avèreraient pro-nucléaires, le vote pour des candidats « de gauche » clairement hostiles au nucléaire, s'ils existent, s'imposera, ou sinon, clairement, l'abstention.

Alain Dubois
1^{er} juin 2022